

l'Alberta, on constate que nous payons le double. Cette année, le bâtiment a fléchi de 30 p. 100 par rapport à il y a un an. Quand on songe qu'il s'agit d'une nouvelle partie du pays, où nous cherchons à attirer de nouvelles entreprises de fabrication et de transformation, on se rend compte que nous faisons les frais de cette disposition de plus d'une façon.

Ni le ministre ni, dans son discours tout plein de détails, l'honorable représentante de Northumberland ne nous ont offert de solutions de rechange. On ne nous a certainement pas dit pourquoi on ne cherchait pas d'autres moyens comme les subventions directes pour inciter des industries à s'établir dans ces régions. Cette méthode-là aurait du bon, il me semble, car elle accomplirait une foule de choses. Avant tout, bien entendu, elle offrirait des capitaux qui permettraient à l'éventuel fabricant de se mettre à l'œuvre tout de suite. En second lieu, elle supprimerait toutes les formalités administratives. J'aimerais que le ministre me dise combien de gens il lui faudra dans son ministère pour voir à l'application de cette disposition d'encouragement. Combien va-t-il lui falloir d'inspecteurs, de commis, de comptables, de vérificateurs? C'est là une manière bien indirecte, compliquée, peut-être même injuste, de venir en aide à des régions nettement défavorisées. Le ministre peut-il me dire si son ministère a enquêté sur ces questions ou s'agit-il d'un autre cas de prolifération des services au sein du ministère et d'un moyen d'engager des effectifs de plus en plus nombreux pour faire obstacle à l'industrie privée.

Le ministère pourrait peut-être étudier la possibilité de fournir des installations dans ces régions pour inciter les fabricants à se mettre en marche. A-t-on fait quelque chose en ce sens? Que vont nous coûter les résultats pratiques de ce programme? Le ministère a-t-il examiné la possibilité de fournir le crédit aux fabricants qui s'installent dans ces régions? Il me semble que ce serait une façon logique et plus simple de donner des stimulants à l'industrie dans ces zones, et cela coûterait beaucoup moins cher. Cette méthode serait meilleure que la méthode indirecte avec toute sa paperasserie étalée devant nous. Je soutiens que cette partie du bill est mauvaise, parce qu'elle ne nous permettra pas de réaliser les buts que nous voulons tous atteindre. Cette méthode exigera l'emploi de nombreux fonctionnaires. Elle ne sera pas exempte de manœuvres politiques. Bel et bien de dire que ces régions seront des zones désignées et non des régions de marasme, mais on a déjà commencé à intriguer. Sauf erreur, on a déjà constaté certaines manœuvres politiques au sujet de cet aspect du bill.

[M. Horner (Jasper-Edson).]

On pourrait très certainement faire les choses de façon plus efficace. Pourquoi n'offrirait-on pas des encouragements à l'industrie, d'un bout à l'autre du Canada, et des stimulants supplémentaires aux zones de marasme? C'est justement cette formule qu'avaient promise les libéraux lors de la campagne électorale; ils avaient dit qu'ils offrirait des encouragements à l'industrie, non seulement dans les zones de marasme, mais d'un littoral à l'autre. Mon adversaire libéral m'avait déclaré à l'époque: «Vous autres conservateurs, n'avez pas su créer la bonne atmosphère dans l'Alberta. Vous n'avez pas établi d'usine de pâte à papier à Whitecourt.» Si nous ne l'avons pas fait, c'est parce qu'il n'y avait pas sur place les débouchés voulus et que les frais de transport étaient trop élevés. Il faut que des stimulants amènent la création, à Whitecourt, de cette usine. D'après mon adversaire, un gouvernement libéral devait y veiller; au lieu de cela, nous l'avons vu s'empêtrer dans la paperasserie administrative, et je serais fort étonné de le voir créer des emplois supplémentaires.

Pourquoi ne pas agir de façon directe, et mettre au point une formule simple qui aiderait l'industrie à s'implanter dans les régions désignées? Nous devrions concevoir un programme visant à une participation canadienne accrue dans le secteur industriel. Le gouvernement a déjà obtenu certaines réussites dans les régions désignées, par exemple l'aide supplémentaire dans le cadre des programmes des travaux d'hiver, et l'accélération des travaux faits pour le compte du gouvernement dans ces mêmes régions. Cela est excellent; tous, nous sommes désireux de voir s'améliorer la situation dans les régions en cause, mais il ne faut pas que ces mesures représentent une simple béquille, ni que l'aide soit accordée sous forme de subventions ne visant qu'à maintenir les structures existantes. Il nous faut songer à une solution permanente. Il faut faire des enquêtes et des recherches grâce auxquelles on pourra mettre au point un programme de longue portée, et ne pas se borner à réimplanter les usines d'une ville à l'autre.

Dans sa réponse, j'aimerais que le ministre nous dise un mot des autres méthodes qui sont possibles mais qui n'ont pas été choisies. A mon avis, il n'est pas compliqué d'accorder une subvention directe à un fabricant pour l'encourager à s'installer dans une région désignée, et lui procurer des moyens tels que routes et voies ferrées.

Je veux aussi parler de la désignation de ces régions et des critères dont on s'est servi à cet égard. Nous avons lu un long communiqué sur la façon dont on s'y est pris, relatant le rythme d'expansion et les chiffres de